

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lac-aux-Sables

Code géographique : 35010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Valérie Cloutier OMA, atteste la véracité du rapport financier

de Lac-aux-Sables pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-10-06 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE LAC-AUX-SABLES, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Fondement de l'opinion avec réserve

La MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE LAC-AUX-SABLES perçoit des droits des exploitants de carrières et de sablières de son territoire en vertu d'un règlement concernant la constitution d'un fonds local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques. La MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE LAC-AUX-SABLES comptabilise ces revenus à partir des déclarations fournies par les exploitants. Nous n'avons pu auditer de façon satisfaisante l'exhaustivité des quantités déclarées des substances assujetties aux droits de perception. Par conséquent, notre audit de ces revenus s'est limité aux montants déclarés à MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE LAC-AUX-SABLES pour l'exercice et n'avons pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux revenus de droits, à l'excédent (déficit) de l'exercice, à l'excédent (déficit) accumulé et aux flux de trésorerie.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

significatifs, une image fidèle de la situation financière de MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE LAC-AUX-SABLES au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE LAC-AUX-SABLES inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANOUILLE S.E.N.C.R.L.1
Société de comptables professionnels agréés

1Par Guy Désaulniers, CPA auditeur, CA

Saint-Tite, Qué.

DATE 2014-10-14

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 931 074	1 992 307			1 992 307	1 861 492
Compensations tenant lieu de taxes	2	80 197	74 211			74 211	79 566
Quotes-parts	3						
Transferts	4	292 307	622 744			622 744	321 029
Services rendus	5	42 970	28 334			28 334	48 840
Imposition de droits	6	75 500	75 295			75 295	101 557
Amendes et pénalités	7	7 000	13 539			13 539	72 739
Intérêts	8	7 500	10 403			10 403	11 278
Autres revenus	9		4 057			4 057	30 079
	10	2 436 548	2 820 890			2 820 890	2 526 580
Investissement							
Taxes	11	114 357	116 220			116 220	140 558
Quotes-parts	12						
Transferts	13	318 500	210 551			210 551	648 755
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	72 900	56 263			56 263	11 073
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	505 757	383 034			383 034	800 386
	18	2 942 305	3 203 924			3 203 924	3 326 966
Charges							
Administration générale	19	464 114	433 041	27 644		460 685	449 948
Sécurité publique	20	326 116	300 554	44 540		345 094	284 063
Transport	21	645 674	695 800	126 170		821 970	746 923
Hygiène du milieu	22	434 753	405 778	285 992		691 770	680 947
Santé et bien-être	23	17 537	7 499			7 499	5 731
Aménagement, urbanisme et développement	24	108 660	95 481	700		96 181	95 151
Loisirs et culture	25	221 615	217 763	29 580		247 343	218 047
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	140 459	155 469			155 469	181 794
Amortissement des immobilisations	28	457 330	514 626	(514 626)			
	29	2 816 258	2 826 011			2 826 011	2 662 604
Excédent (déficit) de l'exercice	30	126 047	377 913			377 913	664 362

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	126 047	377 913	664 362
Moins: revenus d'investissement	2 (	505 757 ) (	383 034 ) (	800 386)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(379 710)	(5 121)	(136 024)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	457 330	514 626	464 031
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	457 330	514 626	464 031
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	147 620 ) (	125 756 ) (	123 626)
	18	(147 620)	(125 756)	(123 626)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	(263 117)) (	2 052)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	100 000	14 345	(23 839)
Excédent de fonctionnement affecté	21		8 192	
Réserves financières et fonds réservés	22	(30 000)	(35 394)	(39 731)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	70 000	250 260	(65 622)
	26	379 710	639 130	274 783
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		634 009	138 759

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	505 757	383 034	800 386
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	167 000 ) (	62 589 ) (	9 873)
Sécurité publique	3 (	362 527 ) (	340 230 ) (	59 243)
Transport	4 (	258 825 ) (	131 803 ) (	129 072)
Hygiène du milieu	5 (	157 232 ) (	89 005 ) (	543 665)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 () () () (
Loisirs et culture	8 (	177 900 ) (	100 300 ) (	32 807)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	1 123 484 ) (	723 927 ) (	774 660)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	300 000	916 821	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		(263 117)	2 052
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			17 534
Excédent de fonctionnement affecté	16	292 727	104 682	(29 701)
Réserves financières et fonds réservés	17	25 000		1 000
	18	317 727	(158 435)	(9 115)
	19	(505 757)	34 459	(783 775)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		417 493	16 611

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	610 260	587 498	597 349
Charges sociales	2	122 334	102 316	115 760
Biens et services	3	1 027 708	1 017 985	934 344
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	104 220	66 454	66 770
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	36 239	34 903	39 610
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		54 112	75 414
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	403 601	238 633	339 896
Autres	10			21 710
Autres organismes	11	54 566	209 484	7 720
Amortissement des immobilisations	12	457 330	514 626	464 031
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	2 816 258	2 826 011	2 662 604

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	2 045 431	2 108 527	2 002 050
Compensations tenant lieu de taxes	2	80 197	74 211	79 566
Quotes-parts	3			
Transferts	4	610 807	833 295	969 784
Services rendus	5	42 970	28 334	48 840
Imposition de droits	6	75 500	75 295	101 557
Amendes et pénalités	7	7 000	13 539	72 739
Intérêts	8	7 500	10 403	11 278
Autres revenus	9	72 900	60 320	41 152
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 942 305	3 203 924	3 326 966
Charges				
Administration générale	12	470 114	460 685	449 948
Sécurité publique	13	355 516	345 094	284 063
Transport	14	763 774	821 970	746 923
Hygiène du milieu	15	717 853	691 770	680 947
Santé et bien-être	16	17 537	7 499	5 731
Aménagement, urbanisme et développement	17	109 590	96 181	95 151
Loisirs et culture	18	241 415	247 343	218 047
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	140 459	155 469	181 794
	21	2 816 258	2 826 011	2 662 604
Excédent (déficit) de l'exercice	22	126 047	377 913	664 362
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		10 592 131	9 927 769
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		10 592 131	9 927 769
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		10 970 044	10 592 131

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	126 047	377 913	664 362
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 123 484 ) (	723 927 ) (	774 660)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	457 330	514 626	464 031
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(666 154)	(209 301)	(310 629)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(801)	3 409
Variation des autres actifs non financiers	10		(51 396)	9 405
	11		(52 197)	12 814
	12	(540 107)	116 415	366 547
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(540 107)	116 415	366 547
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(983 769)	(1 350 316)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(983 769)	(1 350 316)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(867 354)	(983 769)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	785 915	387 089
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	4 007 771	4 095 896
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	2 686	2 686
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	4 796 372	4 485 671
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	822 202	2 539 737
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	384 224	462 866
Revenus reportés (note 12)	13	800	4 223
Dette à long terme (note 13)	14	4 456 500	2 462 614
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	5 663 726	5 469 440
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(867 354)	(983 769)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	11 742 245	11 532 944
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	29 298	28 497
Autres actifs non financiers (note 17)	21	65 855	14 459
	22	11 837 398	11 575 900
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	10 970 044	10 592 131

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	377 913	664 362
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	514 626	464 031
Autres			
-	3		
-	4		
	5	892 539	1 128 393
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	88 125	(586 001)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(78 642)	(99 802)
Revenus reportés	9	(3 423)	(2 062)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(801)	3 409
Autres actifs non financiers	13	(51 396)	9 405
	14	846 402	453 342
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(723 927)	(774 660)
Produit de cession	16		
	17	(723 927)	(774 660)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		(162)
	22		(162)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	2 238 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(244 114)	(237 111)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 717 535)	493 607
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	276 351	256 496
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	398 826	(64 984)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	387 089	452 073
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	785 915	387 089

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité a été constituée en 1899, en vertu du Code municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La municipalité de la paroisse de Lac-aux-Sables n'a aucun organisme dans son périmètre comptable qu'elle doit consolider.

MATIÈRES RÉSIDUELLES

La municipalité de Lac-aux-Sables a signée une entente de partenariat non commerciale avec la municipalité de Sainte-Thècle pour la cueillette et le transport des matières résiduelles. Ce partenariat est comptabilisé selon la méthode de consolidation ligne par ligne.

SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUE

La municipalité de Lac-aux-Sables a signée une entente de partenariat non commerciale avec les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban et de Sainte-Thècle, pour l'application du schéma de couverture de risques en incendie. Ce partenariat est comptabilisé selon la méthode de consolidation ligne par ligne.

TRANSACTIONS AVEC DES ORGANISMES MUNICIPAUX ET SUPRAMUNICIPAUX.

La municipalité est membre de la MRC de Mékinac qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Les dépenses de l'organisme sont réparties sur différentes bases selon la catégorie à laquelle elles appartiennent. Ces bases sont : le nombre de municipalités, leur population respective et leur richesse foncière uniformisée.

La quote part de la municipalité pour l'année 2013 s'est élevée à 141 237 \$ (138 167 \$ en 2012).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et de services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles obtenues par dons sont comptabilisées à la juste valeur marchande.

L'amortissement est déterminé selon la méthode d'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 et 10 ans

La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Dépenses reportées

Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire.

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, "Paielements de transfert"

La municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 "Paielements de transfert". Ce nouveau chapitre qui établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues du gouvernement par la municipalité, prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu de l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints, sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	785 915	387 089
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	52 617	42 692
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 323 742	2 412 756
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 460 365	1 534 239
Organismes municipaux	8	69 630	16 648
Autres			
- Mutation, fond local et autres	9	78 108	67 684
- Intérêts à recevoir	10	23 309	21 877
	11	4 007 771	4 095 896
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	2 049 141	846 321
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	2 049 141	846 321
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	24 618	23 986
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	2 686	2 686
	24	2 686	2 686
Note			
Le placement correspond au coût des parts privilégiées détenues dans la Société coopérative agricole St-Ubald. Le coût est augmenté annuellement de la valeur des parts réinvesties.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	25 845
Régimes de retraite des élus municipaux	32	22 517
	33	25 845
		22 517

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
L'emprunt temporaire d'un montant autorisé de 100 000 \$, porte intérêts au taux préférentiel actuellement de 3.00 % l'an et est renouvelable annuellement.		
La municipalité a deux emprunts temporaires autorisés qui seront remboursés au cours du prochain exercice lors de l'encaissement d'un transfert du gouvernement fédéral.		
Assainissement des eaux usées par bassins aérés (règlement # 2010-494) : marge utilisée de 796 701 \$ au 31 décembre 2013, montant à recevoir 1 321 179 \$.		
Aqueduc rue St-Alphonse (règlement # 2010-496) : marge utilisée de 25 501 \$ au 31 décembre 2013.		

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	125 296	87 321
Salaires et avantages sociaux	38	39 353	35 308
Dépôts et retenues de garantie	39	12 716	12 716
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Frais courus	42	28 175	78 720
-	43		
- Intérêts courus	44	43 587	45 193
- Retenue contrat	45	135 097	203 608
-	46		
	47	384 224	462 866

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	800	723
Transferts	49		3 500
Autres			
-	50		
-	51		
	52	800	4 223
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,10	3,87	2014	2018	53	4 357 900	2 353 664
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux	3,53	3,53	2016	2016	58	98 600	108 950
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	4 456 500	2 462 614
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	()	()
					63	4 456 500	2 462 614

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2014	64	72	424 700	80	89	97	424 700
2015	65	73	418 450	81	90	98	418 450
2016	66	74	431 900	82	91	99	431 900
2017	67	75	440 550	83	92	100	440 550
2018	68	76	473 500	84	93	101	473 500
2019 et +	69	77	2 267 400	85	94	102	2 267 400
	70	78	4 456 500	86	95	103	4 456 500
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()
	71	79	4 456 500	88	96	105	4 456 500

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	4 973 524	138		165		192	4 973 524
Eaux usées	111	6 046 514	139	59 129	166		193	6 105 643
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 673 615	140	131 803	167		194	2 805 418
Autres	113	491 880	141	116 869	168		195	608 749
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	619 160	143	61 641	170		197	680 801
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	757 074	145	315 973	172		199	1 073 047
Ameublement et équipement de bureau	118	122 579	146	1 116	173		200	123 695
Machinerie, outillage et équipement divers	119	285 348	147	37 396	174		201	322 744
Terrains	120	111 260	148		175		202	111 260
Autres	121	42 462	149		176		203	42 462
	122	<u>16 123 416</u>	150	<u>723 927</u>	177		204	<u>16 847 343</u>
Immobilisations en cours	123		151		178		205	
	124	<u>16 123 416</u>	152	<u>723 927</u>	179		206	<u>16 847 343</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	698 979	153	125 907	180		207	824 886
Eaux usées	126	1 880 975	154	152 257	181		208	2 033 232
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	911 532	155	79 930	182		209	991 462
Autres	128	431 726	156	26 594	183		210	458 320
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	162 334	158	14 167	185		212	176 501
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	219 820	160	86 267	187		214	306 087
Ameublement et équipement de bureau	133	86 932	161	7 112	188		215	94 044
Machinerie, outillage et équipement divers	134	193 973	162	18 191	189		216	212 164
Autres	135	4 201	163	4 201	190		217	8 402
	136	<u>4 590 472</u>	164	<u>514 626</u>	191		218	<u>5 105 098</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>11 532 944</u>					219	<u>11 742 245</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	16 196	14 459
Frais reportés			
- Émission dette à long terme	237	49 659	
-	238		
	239	65 855	14 459

Note**18. Obligations contractuelles**

La municipalité a conclu des ententes à long terme pour divers services. Les versements futurs s'élèveront à 160 343 \$ et comprennent les paiements suivants (incluant les taxes) pour les trois prochains exercices :

	2014	2015
Enlèvement de la neige	157 743 \$	---
Location d'un photocopieur	2 600 \$	650 \$

Programme d'habitation

De plus, la municipalité s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Lac-aux-Sables à combler 10% du déficit annuel de cet organisme, conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'Habitation du Québec.

Partenariat non commercial**MATIÈRES RÉSIDUELLES**

La municipalité a conclu une entente de services avec la municipalité de Sainte-Thècle pour les 10 prochaines années à compter de l'année 2010, pour la cueillette et le transport des matières résiduelles. Les modalités de l'entente sont spécifiées dans le règlement # 2010-500.

Les dépenses en immobilisations effectuées pour réaliser l'objet de l'entente sont payées dans une proportion équivalente (50/50) par les municipalités, lesquelles sont propriétaires en parts égales.

Les items suivant sont répartis selon le nombre de portes dans chacune des municipalités participantes :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

- Les frais de main d'œuvre (rémunération de l'opérateur, charges sociales et avantages sociaux)

- Les frais d'entretien et d'opération du camion (carburant productif et non-productif, ainsi que l'entretien et la réparation du camion)

- Frais de poste relatifs à chacune des municipalités pour l'envoi des communications aux citoyens.

La municipalité qui fait la gestion comptable du projet doit imputer le surplus annuel dans une réserve financière, afin que les sommes amassées dans le cadre de cette entente soient comptabilisées distinctement. Pour l'exercice 2013, le solde de la réserve financière comptabilisé dans les états financiers de la municipalité de Sainte-Thècle est de 40 000 \$.

Les montants relatifs à cette entente sont de :

Compte à payer à la Municipalité de Ste-Thècle :	21 748\$
Immobilisation - Matériel Roulant :	98 858\$
Dettes à long terme :	98 600\$
Dépenses d'opérations :	69 141\$

Les pourcentages d'attribution pour les municipalités sont de :

Sainte-Thècle	59%
Lac-aux-Sables	41%

SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUE

En mars 2013, suite à l'adoption du règlement # 2013-511 la Municipalité a signé une entente intermunicipale relative à l'application du schéma de couverture de risque en incendie avec les Municipalités de Sainte-Thècle et de Notre-Dame-de-Montauban. Les dépenses en immobilisations et les dépenses d'opération et d'administration (comprenant la rémunération du directeur-préventionniste, le paiement des interventions, les frais de bureau, d'habillement et les frais de déplacement) effectuées pour réaliser l'objet de l'entente. Elles sont payées dans une proportion équivalente (1/3-1/3-1/3) par les municipalités, lesquelles seront propriétaires en parts égales. Les passifs et les frais de financement s'y rattachant, seront pris en charge également à part égale. Ce partenariat a été présenté selon cette répartition aux états financiers. Au 31 décembre 2013 :

Les montants relatifs à cette entente sont de :

Compte à payer à la Municipalité de Notre-Dame de Montauban :	8 496 \$
---	----------

Dépenses d'opérations	
Salaires	9 899 \$
Avantages sociaux	2 022 \$
Autres dépenses d'opérations	5 311 \$

La municipalité de Notre-Dame-de-Montauban a été nommée, municipalité mandataire, pour effectuer la gestion comptable et doit par le fait imputer les surplus annuels dans une réserve financière. Au 31 décembre 2013, il n'y a aucun surplus au 31 décembre 2013.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Municipalité. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet de vérification.

22. Instruments financiers

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 028 306	464 783
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	606 851	594 822
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	() ()	() ()
Financement des investissements en cours		(384 125)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	9 334 887	9 916 651
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	10 970 044	10 592 131

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Budget d'investissement 2014	237 805	265 500
- Budget de fonctionnement 2014	100 000	100 000
- Activité municipale		2 000
- Taxe investissement-exc.	27 206	38 274
- Camion autopompe incendie	10 804	26 777
- Camion ford 2014	33 371	
-		
-		
-		
-		
	409 186	432 551

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-		
-		
-		

Réserves financières

- Déchiquetteuse MRC Mékinac	518	518
-		
-		
-		
-		
	518	518

Fonds réservés

Fonds de roulement	93 990	58 500
Fonds parcs et terrains de jeux		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	103 157	103 253
Société québécoise d'assainissement des eaux		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Financement des activités de fonctionnement		
Autres		
-		
-		
-		
-		
	197 147	161 753
	606 851	594 822

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () (
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Autres	-	-
-	48 () (
-	49 () (
	50 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () (
	52 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53	
Investissements à financer	54 (	) ( 384 125)
	55	(384 125)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56	11 742 245
Propriétés destinées à la revente	57	11 532 944
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61	11 742 245
		11 532 944
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62	4 456 500
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	2 462 614
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (	) ( 846 321)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () (
	66	2 407 358
		1 616 293
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68	2 407 358
	69	1 616 293
		9 334 887
		9 916 651

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S.O.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u> </u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u> </u>	<u> </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u> </u>	<u> </u>
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice	36 <u> </u>	<u> </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Versement d'une cotisation au REER des employés réguliers et cadres représentant 5.5 % du salaire annuel.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>25 845</u>	<u>22 517</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

S.O.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale

Dette à long terme	1	4 456 500
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	2 049 141
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 407 359
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	2 407 359
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	545 492
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	2 952 851
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 952 851
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 241 330	1 251 714	1 164 643
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	54 318	55 100	80 800
Activités de fonctionnement	3	20 000	20 336	20 447
Activités d'investissement	4	114 357	116 220	140 558
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6		15 154	
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 430 005	1 458 524	1 406 448
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	61 606	61 489	59 414
Égout	11	40 728	77 137	74 101
Traitement des eaux usées	12	34 182	38 175	21 127
Matières résiduelles	13	233 986	231 840	237 023
Autres				
-Fosses septiques	14	31 102	56 909	51 730
-Taxe roulotte	15		2 422	2 229
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		6 542	6 514
Service de la dette	18	197 522	158 951	126 926
Activités de fonctionnement	19	16 300	16 538	16 538
Activités d'investissement	20			
	21	615 426	650 003	595 602
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	615 426	650 003	595 602
	26	2 045 431	2 108 527	2 002 050

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 681		1 639
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	2 636		2 735
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	57 672	57 672	57 672
	31	61 989	57 672	62 046
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	7 599	5 903	6 006
	35	7 599	5 903	6 006
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	69 588	63 575	68 052
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	307	327	591
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	757	757	1 364
Taxes d'affaires	43			
	44	1 064	1 084	1 955
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	9 545	9 552	9 559
	50	9 545	9 552	9 559
	51	80 197	74 211	79 566

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		1 000
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55	2 207	8 046
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	94 825	376 769
Enlèvement de la neige	58	40 243	40 243
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	25 263	19 232
Réseau de distribution de l'eau potable	68	15 976	13 830
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	9 000	49 056
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81	3 000	9 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	185 307	504 337
			213 941

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93	30 900	16 738
Sécurité civile	94	3 500	3 500
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	168 725	131 804
Enlèvement de la neige	97		90 000
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	21 000	25 000
Réseau de distribution de l'eau potable	107	10 000	
Traitement des eaux usées	108		3 535
Réseaux d'égout	109	84 375	33 474
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	318 500	210 551
		648 755	648 755

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	107 000	118 407	107 088
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	107 000	118 407	107 088
TOTAL DES TRANSFERTS	139	610 807	833 295	969 784

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	2 306	2 052
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	2 306	2 052
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		2 569
Enlèvement de la neige	150	15 674	10 031
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	15 674	12 600
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159	2 296	2 900
Matières recyclables			4 735
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	2 296	2 900
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	11 400	12 127
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	11 400	12 127
Réseau d'électricité			
	180		
	181	29 370	31 514

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	200	169	35
Sécurité publique	183	150	65	65
Transport				
Réseau routier	184		90	143
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	3 450	377	5 007
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	2 400	2 400	2 435
Loisirs et culture	193	7 400	20 027	9 641
Réseau d'électricité	194			
	195	13 600	23 128	17 326
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	42 970	28 334	48 840
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	18 500	24 119	19 732
Droits de mutation immobilière	198	30 000	34 272	42 194
Droits sur les carrières et sablières	199	27 000	16 904	39 631
Autres	200			
	201	75 500	75 295	101 557
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	7 000	13 539	72 739
INTÉRÊTS	203	7 500	10 403	11 278
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	72 900	56 263	8 573
Autres	210		4 057	32 579
	211	72 900	60 320	41 152

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	55 827	51 419		51 419	49 825
Application de la loi	2	2 635	604		604	1 284
Gestion financière et administrative	3	203 842	191 753	27 644	219 397	240 016
Greffe	4	51 071	56 418		56 418	20 405
Évaluation	5	96 494	86 510		86 510	75 744
Gestion du personnel	6	5 000	8 427		8 427	5 740
Autres	7	49 245	37 910		37 910	56 934
	8	464 114	433 041	27 644	460 685	449 948
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	173 885	179 809		179 809	154 863
Sécurité incendie	10	126 197	93 450	39 314	132 764	104 240
Sécurité civile	11	10 466	22 834	5 226	28 060	20 688
Autres	12	15 568	4 461		4 461	4 272
	13	326 116	300 554	44 540	345 094	284 063
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	394 451	434 099	111 001	545 100	498 396
Enlèvement de la neige	15	224 919	239 402	15 169	254 571	229 500
Éclairage des rues	16	13 500	16 190		16 190	13 900
Circulation et stationnement	17	9 223	2 628		2 628	1 772
Transport collectif						
Transport en commun	18	3 581	3 481		3 481	3 355
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	645 674	695 800	126 170	821 970	746 923

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	25 044	17 123	74 463	91 586	74 382
Réseau de distribution de l'eau potable	24	43 062	49 318	53 299	102 617	109 583
Traitement des eaux usées	25	34 182	21 253	81 157	102 410	102 280
Réseaux d'égout	26	40 728	38 003	72 642	110 645	109 261
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	118 181	96 108	4 060	100 168	109 105
Élimination	28	79 000	77 133		77 133	72 335
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	35 417	36 331	371	36 702	34 903
Tri et conditionnement	30	2 134				1 313
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	1 250	2 303		2 303	576
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	22 353	16 439		16 439	16 680
Autres	39	33 402	51 767		51 767	50 529
	40	434 753	405 778	285 992	691 770	680 947
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	15 537	7 269		7 269	
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	2 000	230		230	5 731
	44	17 537	7 499		7 499	5 731
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	88 805	74 171	700	74 871	74 670
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	17 293	17 291		17 291	15 752
Tourisme	49		1 519		1 519	2 229
Autres	50	2 562				
Autres	51		2 500		2 500	2 500
	52	108 660	95 481	700	96 181	95 151

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	80 713	86 442	8 395	94 837	95 365
Patinoires intérieures et extérieures	54			8 512	8 512	
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	113 977	99 329	9 483	108 812	97 074
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	194 690	185 771	26 390	212 161	192 439
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	7 957	17 518	1 339	18 857	9 283
Bibliothèques	62	15 668	14 474	1 851	16 325	13 614
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	3 300				2 711
	66	26 925	31 992	3 190	35 182	25 608
	67	221 615	217 763	29 580	247 343	218 047
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	140 459	101 357		101 357	106 380
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		54 112		54 112	75 414
	73	140 459	155 469		155 469	181 794
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	457 330	514 626	(514 626)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE LAC-AUX-SABLES (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANOUILLE S.E.N.C.R.L.1
Société de comptables professionnels agréés

1Par Guy Désaulniers, CPA auditeur, CA

Saint-Tite, Qué.

DATE 2014-10-14

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		2 117 613
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	9 086	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/> 9 086
Revenus de taxes	11		<hr/> 2 108 527

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	2 108 527
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>2 108 527</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	2 096		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7			
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	6 542		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>8 638</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>2 099 889</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>179 126 300</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>182 941 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>181 033 650</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 099 889</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>181 033 650</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	| 1 | , | 1 | 5 | 9 | 9 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			2 199
Usines de traitement de l'eau potable	2	21 000		
Usines et bassins d'épuration	3	116 232	(9 951)	538 644
Conduites d'égout	4		69 080	2 821
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	250 225	131 803	105 814
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 600		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	85 900	100 130	
Autres infrastructures	11		16 739	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	122 000	61 641	1 473
Édifices communautaires et récréatifs	14	82 000		
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		315 973	2 052
Ameublement et équipement de bureau	18	327 227	1 116	25 546
Machinerie, outillage et équipement divers	19	35 900	37 396	52 956
Terrains	20	39 400		693
Autres	21	40 000		42 462
	22	1 123 484	723 927	774 660

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		(9 951)	538 644
Conduites d'égout	26		69 080	2 821
Autres infrastructures	27		248 672	105 814
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			2 199
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		416 126	125 182
	34		723 927	774 660

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 353 664	2 238 000	233 764	4 357 900
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	108 950		10 350	98 600
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	2 462 614	2 238 000	244 114	4 456 500
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 122 986	524 298	83 707	1 563 577
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	493 307	392 523	42 048	843 782
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 616 293	916 821	125 755	2 407 359
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	846 321	1 321 179	118 359	2 049 141
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	846 321	1 321 179	118 359	2 049 141
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	846 321	1 321 179	118 359	2 049 141
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	846 321	1 321 179	118 359	2 049 141
	26	2 462 614	2 238 000	244 114	4 456 500
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	2 462 614	2 238 000	244 114	4 456 500

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	60 494	86 510	59 584
Autres	3	20 393	20 394	22 573
Sécurité publique				
Police	4	173 885		148 349
Sécurité incendie	5	26 763	20 991	3 685
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	3 481	3 481	3 355
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	95 417	84 090	80 269
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	3 375	3 375	6 329
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	17 293	17 292	15 752
Autres	21	2 500	2 500	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	403 601	238 633	339 896

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	3,00	37,50	183 792	41 207	224 999
Professionnels	2					
Cols blancs	3	3,50	35,00	119 015	20 078	139 093
Cols bleus	4	7,00	40,00	206 500	34 905	241 405
Policiers	5					
Pompiers	6	23,00	1,00	32 803	3 536	36 339
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	36,50		542 110	99 726	641 836
Élus	9	7,00		45 388	2 590	47 978
	10	43,50		587 498	102 316	689 814

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	19 232	7 325	17 675	44 232
Réseau de distribution de l'eau potable	13	13 830			13 830
Traitement des eaux usées	14		1 767	1 765	3 532
Réseaux d'égout	15		9 808	23 666	33 474
Autres	16	393 598	43 366	301 263	738 227
	17	426 660	62 266	344 369	833 295

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	604	27		53	604	79		105	604	131
Évaluation	2	86 510	28		54	86 510	80		106	86 510	132
Autres	3	345 927	29	27 644	55	373 571	81	169	107	373 402	133
	4	433 041	30	27 644	56	460 685	82	169	108	460 516	134
Sécurité publique											
Police	5	179 809	31		57	179 809	83		109	179 809	135
Sécurité incendie	6	93 450	32	39 314	58	132 764	84	2 371	110	130 393	136 2 996
Sécurité civile	7	22 834	33	5 226	59	28 060	85		111	28 060	137
Autres	8	4 461	34		60	4 461	86		112	4 461	138
	9	300 554	35	44 540	61	345 094	87	2 371	113	342 723	139 2 996
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	434 099	36	111 001	62	545 100	88	90	114	545 010	140
Enlèvement de la neige	11	239 402	37	15 169	63	254 571	89		115	254 571	141
Autres	12	18 818	38		64	18 818	90		116	18 818	142
Transport collectif	13	3 481	39		65	3 481	91		117	3 481	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	695 800	41	126 170	67	821 970	93	90	119	821 880	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	17 123	42	74 463	68	91 586	94		120	91 586	146 50 178
Réseau de distribution de l'eau potable	17	49 318	43	53 299	69	102 617	95	377	121	102 240	147 25 168
Traitement des eaux usées	18	21 253	44	81 157	70	102 410	96		122	102 410	148 73 464
Réseaux d'égout	19	38 003	45	72 642	71	110 645	97		123	110 645	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	173 241	46	4 060	72	177 301	98	2 900	124	174 401	150 3 663
Matières recyclables	21	38 634	47	371	73	39 005	99		125	39 005	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	16 439	50		76	16 439	102		128	16 439	154
Autres	25	51 767	51		77	51 767	103		129	51 767	155
	26	405 778	52	285 992	78	691 770	104	3 277	130	688 493	156 152 473

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	7 269	172		187	7 269	202		217	7 269	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	230	174		189	230	204		219	230	234
	160	7 499	175		190	7 499	205		220	7 499	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	74 171	176	700	191	74 871	206	2 400	221	72 471	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	163	18 810	178		193	18 810	208		223	18 810	238
Autres	164	2 500	179		194	2 500	209		224	2 500	239
	165	95 481	180	700	195	96 181	210	2 400	225	93 781	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	185 771	181	26 390	196	212 161	211	11 928	226	200 233	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	14 474	182	1 851	197	16 325	212		227	16 325	242
Autres	168	17 518	183	1 339	198	18 857	213	8 099	228	10 758	243
	169	217 763	184	29 580	199	247 343	214	20 027	229	227 316	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	2 155 916	186	514 626	201	2 670 542	216	28 334	231	2 642 208	246
											155 469

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	723 927	774 660
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	723 927	774 660

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	464 783	374 442
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	464 783	374 442
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	634 009	138 759
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(14 345)	23 839
Activités d'investissement	6		(17 534)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(56 141)	(54 723)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	563 523	90 341
Solde à la fin de l'exercice	12	1 028 306	464 783
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	432 551	348 127
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	432 551	348 127
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(8 192)	
Activités d'investissement	17	(104 682)	29 701
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	56 141	54 723
Financement des investissements en cours	19	33 368	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(23 365)	84 424
Solde à la fin de l'exercice	22	409 186	432 551
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	162 271	123 540
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	162 271	123 540
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	35 394	39 731
Activités d'investissement	27		(1 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	35 394	38 731
Solde à la fin de l'exercice	31	197 665	162 271

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	()	()
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	()	()
	43	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46		
Solde à la fin de l'exercice	47	()	()
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(384 125)	(400 736)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(384 125)	(400 736)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	417 493	16 611
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53	(33 368)	
Réserves financières et fonds réservés	54		
	55	384 125	16 611
Solde à la fin de l'exercice	56		(384 125)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	9 916 651	9 482 396
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		
Solde redressé au début de l'exercice	59	9 916 651	9 482 396
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	(581 764)	434 255
Solde à la fin de l'exercice	63	9 334 887	9 916 651

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>200 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>200 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>200 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 6 | 9 | 4 | 4 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 3 | 0 | 4 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| 0 | , | 0 | 1 | 1 | 2 | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| 0 | , | 0 | 6 | 4 | 0 | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|3|6|4| , |0|8|	\$
Égout	2	|1|4|4| , |6|2|	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| |7|3| , |8|4|	\$
Matières résiduelles	5	|1|5|8| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Vidange fosses septiques annuelle	82,0000	4	par unité
Vidange fosses septiques saisonnière	41,0000	4	par unité
Égout Hervey-Jonction	197,3600	4	par unité
Excédent de gallonage annuel	,1000	7	du gallon dép. 880 gall
Excédent de gallonage saisonnier	,0500	7	du gallon dép. 880 gall
Roulottes	120,0000	7	10 \$ par mois selon LFM
Ordures commerciales porte-à-porte	138,0000	4	par unité d'immeuble
Taxe spéciale Tangara/Sittelles	300,0000	4	par unité d'immeuble
Taxe spéciale lac du Missionnaire	225,0000	4	par unité d'immeuble
Ordures commerciales conteneur	8,0000	7	à la verge cube
Taxe camion autopompe incendie	17,4900	4	par unité d'immeuble
Commerce bac de 1 100 litres	300,0000	4	par unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	9 086 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	253 094 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	53 627 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	2 200	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 820, rue Saint-Alphonse
(no) (rue)
Lac-aux-Sables G0X 1M0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 336-2331
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 336-2500
(ind. rég.) (numéro)

Courriel lac-aux-sables@regionmekinac.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Valérie Cloutier

Téléphone (418) 336-2331
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 336-2500
(ind. rég.) (numéro)

Courriel valerie.cloutier@regionmekinac.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Désaulniers, Gélinas, Lanouette sencrl

Titre CPA, auditeur, CA

Adresse 501, rue Notre-Dame
(no) (rue)
Saint-Tite G0X 3H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 365-7511
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 365-7635
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

Responsable du dossier Guy Désaulniers CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Valérie Cloutier , atteste que le rapport financier de Lac-aux-Sables pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-10-14 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lac-aux-Sables consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lac-aux-Sables détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 377 913 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,1599 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-10-14 14:38:05

Date de transmission au Ministère : 2014/10/27

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Lac-aux-Sables

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	2 436 548	2 820 890	2 526 580
Investissement	2	505 757	383 034	800 386
	3	2 942 305	3 203 924	3 326 966
Charges				
	4	2 816 258	2 826 011	2 662 604
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	126 047	377 913	664 362
Moins : revenus d'investissement	6 (	505 757 ) (	383 034 ) (	800 386)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(379 710)	(5 121)	(136 024)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	457 330	514 626	464 031
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	147 620 ) (	125 756 ) (	123 626)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	(263 117)) (	2 052)
Excédent (déficit) accumulé	12	70 000	(12 857)	(63 570)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	379 710	639 130	274 783
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		634 009	138 759

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	4 007 771	4 095 896
Autres	2	788 601	389 775
	3	4 796 372	4 485 671
Passifs			
Dette à long terme	4	4 456 500	2 462 614
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	1 207 226	3 006 826
	7	5 663 726	5 469 440
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(867 354)	(983 769)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	11 742 245	11 532 944
Autres	10	95 153	42 956
	11	11 837 398	11 575 900
Excédent (déficit) accumulé	12	10 970 044	10 592 131

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	1 028 306	464 783
Excédent de fonctionnement affecté			
- Budget d'investissement 2014	14	237 805	265 500
- Budget de fonctionnement 2014	15	100 000	100 000
- Activité municipale	16		2 000
- Taxe investissement-exc.	17	27 206	38 274
- Camion autopompe incendie	18	10 804	26 777
- Camion ford 2014	19	33 371	
-	20		
-	21		
-	22		
	23	409 186	432 551
Réserves financières	24	518	518
Fonds réservés	25	197 147	161 753
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27		(384 125)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	9 334 887	9 916 651
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	10 970 044	10 592 131

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	1 931 074	1 992 307	1 861 492
Compensations tenant lieu de taxes	2	80 197	74 211	79 566
Quotes-parts	3			
Transferts	4	292 307	622 744	321 029
Services rendus	5	42 970	28 334	48 840
Autres	6	90 000	103 294	215 653
	7	2 436 548	2 820 890	2 526 580
Investissement				
Taxes	8	114 357	116 220	140 558
Quotes-parts	9			
Transferts	10	318 500	210 551	648 755
Autres	11	72 900	56 263	11 073
	12	505 757	383 034	800 386
	13	2 942 305	3 203 924	3 326 966

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale						
Évaluation	1	96 494	86 510		86 510	75 744
Autres	2	367 620	346 531	27 644	374 175	374 204
Sécurité publique						
Police	3	173 885	179 809		179 809	154 863
Sécurité incendie	4	126 197	93 450	39 314	132 764	104 240
Autres	5	26 034	27 295	5 226	32 521	24 960
Transport						
Réseau routier	6	642 093	692 319	126 170	818 489	743 568
Transport collectif	7	3 581	3 481		3 481	3 355
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	143 016	125 697	281 561	407 258	395 506
Matières résiduelles	10	235 982	211 875	4 431	216 306	218 232
Autres	11	55 755	68 206		68 206	67 209
Santé et bien-être	12	17 537	7 499		7 499	5 731
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	88 805	74 171	700	74 871	74 670
Promotion et développement économique	14	19 855	18 810		18 810	17 981
Autres	15		2 500		2 500	2 500
Loisirs et culture	16	221 615	217 763	29 580	247 343	218 047
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	140 459	155 469		155 469	181 794
Amortissement des immobilisations	19	457 330	514 626	(514 626)		
	20	2 816 258	2 826 011		2 826 011	2 662 604

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3